



## Contribution d'Annick VIDAL

annick-vidal@orange.fr

### Organiser une nouvelle définition du débat démocratique

Vu la complexité du projet, il est demandé au Conseil de développement de faire des propositions sur la nature et les modalités du débat public.

Dans ce contexte, le Conseil de développement doit être le poste avancé de la société civile, le lieu où se construit l'innovation démocratique indépendamment des contraintes administratives et techniques. C'est bien finalement de la gestion de la cité dont il s'agit, de l'organisation d'une ville qui est le produit d'une succession de périodes fondatrices de l'histoire urbaine :

- la Renaissance italienne avec la création d'un véritable art urbain humaniste qui a donné aux villes l'échelle de l'homme
- l'âge classique qui a tenté d'organiser les villes suivant le principe mécaniste mis à jour par Newton
- le XIXe siècle qui a magnifié les grands centres urbains en repoussant les populations laborieuses à la périphérie des villes
- enfin le XXe siècle marqué par l'exode rural et qui n'a pas su apporter de réponse homogène.

On peut se reporter utilement sur le sujet aux différents travaux du professeur Jean Renard et plus particulièrement aux contributions qu'il a fournies au Conseil de développement.

Ce préalable historique étant posé, comment dessiner le futur à partir du présent ? Il est souvent difficile pour des citoyens ordinaires de s'inscrire dans le réel. Dans son livre "France 2015", Jean-Louis Guigou exprimait la nécessité d'organiser des territoires entre le mondial et le local, afin que la mondialisation et la globalisation n'assèchent pas, faute de contre-pouvoirs, les territoires et les communautés.

Michel Godet, enseignant au conservatoire des arts et métiers (documentation française mars 2002) affirmait, quant à lui : "*Chasser les experts pour donner la parole au peuple et privilégier le consensus du présent est une mauvaise idée... Sans prospective cognitive, la prospective participative tourne à vide et en rond sur le présent*".

Nous sommes aujourd'hui en 2013 et le monde médiatique se concentre sur les retraites, la réforme fiscale, la guerre en Syrie, le reste passe dans une indifférence générale.

Les résultats de l'élection présidentielle ont fait ressortir une fracture géographique et sociale entre la métropole et les espaces péri-urbains et ruraux. Les classes populaires ont changé et de nouvelles fractures sociales se dessinent. Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est l'émergence de nouvelles classes populaires issues des lotissements,

des quartiers, qui tendent peu à peu à effacer la représentation traditionnelle. Aux portes des pavillons, Marine Le Pen séduit et cela exprime une colère sociale, preuve qu'il faut réhabiliter le temps et l'espace dans la vie publique et politique.

L'idée de "faire de tous les citoyens les acteurs de leur vie au quotidien" est plus que jamais d'actualité. Il y a plus que jamais nécessité de mettre en place la démocratie de proximité sur les lieux de vie pour que les habitants puissent s'exprimer et intervenir auprès des élus. "Le territoire n'est pas donné, il se construit, c'est le lien social et son organisation qui passent en grande partie par le monde associatif et qui contribuent à définir le rapport que l'on a avec lui en créant un ensemble de relations entre les citoyens et les lieux".

C'est ainsi qu'à son niveau et dans ses domaines d'intervention citoyenne, la Fédération des Amis de l'Erdre prouve que les rapports avec les collectivités territoriales, compte tenu des contraintes budgétaires, sont de plus en plus basés sur la contractualisation avec des objectifs associés. L'Erdre, patrimoine naturel et culturel, contribue à l'identité locale, intercommunale et régionale. Elle reflète l'histoire entre l'homme et la nature. L'Erdre est une perle, un lien entre ville et campagne, à cultiver, à préserver. C'est un enjeu économique important qui donne un sens au développement durable, en revalorisant une identité perdue, celle de l'eau au coeur de Nantes, dernière étape à ciel ouvert avant de rejoindre la Loire.

Cela nous ramène à la nature et aux modalités du débat public concernant la mobilité urbaine et les franchissements de la Loire, donc à la position particulière que l'île de Nantes occupe dans l'estuaire de la Loire, sorte d'ouverture vers St Nazaire et la mer, limite entre Loire fluviale et maritime.

C'est un projet très complexe, mais avant tout, il faut que soit préservée et laissée libre la Loire et ses bras, la Loire symbole de liberté et de rébellion. Mais chaque fois, l'aménagement urbain remet en lumière "la" question de fond : Quel est le sens de la ville ? Il faut sans cesse faire le lien entre la gestion de l'espace de vie quotidienne et les contraintes du site ; c'est toujours l'écologie urbaine qui apparaît sans cesse en filigrane.

Cette connaissance du terrain a été essentielle en avril 2004 dans l'élaboration de l'Agenda 21 de Nantes métropole (décliner les pratiques quotidiennes) afin de permettre de nouveaux réseaux de pensée. Beaucoup de choses ont été dites à cette occasion, auxquelles on peut se référer.

S'agissant des nouvelles conditions du débat public contemporain et particulièrement pour les franchissements de Loire à Nantes, il faudra prendre en compte la révolution numérique qui s'annonce. L'explosion des technologies de l'information démocratise la connaissance. Une culture inédite apparaît fondée sur l'instant et la mobilité, connectée en temps réel, branchée sur un savoir ultra-rapide. Les temps de crise ne génèrent pas forcément de populisme mais remettent en lumière certaines revendications qu'on a tendance à oublier. La première d'entre elles est celle du combat pour survivre, du refus de l'habitude et de la volonté de s'engager contre l'ignorance.

Internet crée un monde de "mutants" et se sentir du passé en même temps que d'être passionné par l'avenir est parfois inconfortable. Ecouter, entendre, apprécier, aimer, donner un sens à la vie, tout cela garde une grande valeur et permet de se battre pour la liberté, valeur suprême pour exister et décider malgré l'incertitude et la paupérisation grandissante.

Il faut donc continuer à enrichir nos réflexions et notre mémoire en profondeur contre la suractivité immédiate qui apparaît dans cette nouvelle culture fondée sur l'instant et la mobilité.

Le Conseil de développement doit se mettre en mouvement pour rechercher une dynamique nouvelle qui concilie les aspirations générées par un monde nouveau qui s'ouvre à de nouvelles pratiques et la nécessité de s'appuyer sur les fondamentaux traditionnels de la démocratie.

Pour que la participation soit efficace, il faut faire des synthèses, celle des espoirs et des nécessités, celle d'une société nouvelle et de ses nouveaux outils avec les invariants du débat. C'est le sens de la grande université participative proposée par le Conseil de développement qu'en son temps Jaurès avait su résumer dans une expression devenue célèbre : "rallumer tous les soleils".